



HAL
open science

Le Liban-Sud, des bandes armées à la guérilla (1920-2006)

Sabrina Mervin

► **To cite this version:**

Sabrina Mervin. Le Liban-Sud, des bandes armées à la guérilla (1920-2006). Franck Mermier et Élisabeth Picard (dir.). Liban, une guerre de 33 jours, La Découverte, pp. 103-110. 2007. <halshs-01858983>

HAL Id: halshs-01858983

<https://shs.hal.science/halshs-01858983v1>

Submitted on 21 Aug 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Citer ce chapitre :

Sabrina Mervin, « Le Liban-Sud, des bandes armées à la guérilla (1920-2006) », in *Liban, une guerre de 33 jours*, Franck Mermier et Élisabeth Picard (dir.), La Découverte, Paris, 2007, pp. 103-110.

Le Liban-Sud, des bandes armées à la guérilla (1920-2006)

Dans son discours du 26 juillet 2006, Hasan Nasrallah déclarait que le Hezbollah ne luttait pas avec une armée classique, mais à la manière des *'isâbât*. L'expression, traduite par guérilla, renvoie aussi, pour les chiites du Liban-Sud, aux bandes armées qui combattirent l'armée française au moment de l'instauration du mandat et de la création de l'État du Grand Liban. Y faire allusion, c'est soulever un pan des représentations locales qui établissent une continuité de la résistance au Liban-Sud, depuis la lutte contre les Français ; c'est aussi rappeler que son histoire ne fut pas seulement écrite avec le sang des martyrs (même si le thème est cher au Hezbollah), mais aussi avec les fusils des héros. Certes, les temps ont changé, et l'historien ne peut entièrement souscrire à ce raccourci : ainsi, les chefs des *'isâbât*, sous le mandat, étaient des hommes en rupture de ban mais issus des grandes familles notables de la région, et alliés à elles, alors que les combattants d'aujourd'hui viennent des milieux populaires et n'ont pas de liens avec ces grandes familles, elles-mêmes sur le déclin. S'il est osé de faire un parallèle direct avec le passé, l'histoire semble néanmoins se répéter, au Liban-Sud, sur deux points : l'occupation récurrente de la région par une armée étrangère ; les revendications de la population, réitérées sous différentes formes de mobilisation, pour sortir de l'isolement et de l'arriération économique et sociale. C'est dans le cadre de ces luttes, et dans celui d'une construction nationale inachevée, que s'inscrit le processus d'intégration des chiites à l'État libanais.

Avril 1920. De Tyr à 'Udayseh, en passant par Bint-Jubayl, le Mont Amel (Jabal 'Âmil) vit dans l'insécurité et le désordre. Des bandes chiites armées, appuyées par le gouvernement arabe du roi Faysal, à Damas, règnent en maîtres sur de petits territoires. Elles harcèlent les troupes françaises et leurs alliés, des bandes chrétiennes, alors que le chef politique de la région, Kâmil al-As'ad, tergiverse entre la France et Faysal. À l'issue d'un congrès qui réunit la population autour des notables et des oulémas, la décision est prise de soutenir Faysal et de demander le rattachement de la région à la Syrie. Peu après, une bande chiite attaque des villages chrétiens, autour de Bint Jubayl, et une autre s'en prend au poste de Tyr. La répression organisée par l'armée française, qui vise à « châtier » les coupables, est terrible : Bint Jubayl et des villages chiites sont bombardés par l'aviation, d'autres incendiés, les armes des insurgés confisquées, certains d'entre eux jugés ou bannis, et le versement d'une amende et d'un impôt exigé pour couvrir les pertes. L'économie de la région s'en trouve fort affaiblie.

Le 1^{er} septembre 1920, le Mont 'Âmil fut attaché à l'État du Grand Liban, créé par les autorités mandataires françaises. Ainsi s'écroulaient les revendications d'incorporation à une Grande Syrie, même si certains intellectuels continuèrent d'en

rêver. « Une montagne avale une autre montagne », écrivit un religieux de Nabatiyyeh, le cheikh 'Abd al-Husayn Sâdiq. Le Mont 'Âmil avait perdu son nom pour être absorbé par le Mont Liban et devenir le Liban-Sud ; seuls les érudits en parlent encore. Pourtant, il a laissé des traces jusqu'en Iran, où des familles portent l'épithète '*âmilî* accolé à leur nom, en souvenir d'un savant ancêtre, venu du Mont 'Âmil pour asseoir le chiisme et en faire la religion officielle de l'Empire safavide, au XVI^e siècle. À ce lien ancien avec l'Iran s'en était ajouté un autre, avec l'Irak, à la faveur de l'ascension de Najaf comme grand foyer de savoir chiite. Les familles de clercs y entretenaient d'étroites relations d'intermariage, de compagnonnage, de filiation spirituelle. Il faut en outre mentionner les liens entre les familles de notables 'âmilites et celles de Damas, et les échanges commerciaux avec les marchés du nord de la Palestine. Après la création du Liban, la région dut regarder vers Beyrouth ; celle de l'État d'Israël, en 1948, la privera de ses relations économiques avec la Palestine.

Les Français avaient promis aux chiites de leur donner leurs droits, bafoués sous l'Empire ottoman, puisqu'ils ne pouvaient ni appliquer officiellement leur école juridique, ni observer publiquement leurs rites spécifiques. Le 17 janvier 1926, les autorités mandataires octroyèrent aux chiites la juridiction ja'farite qu'ils réclamaient : ainsi, ils eurent leurs propres tribunaux religieux, où ils purent appliquer le droit chiite, dit ja'farite (du nom du sixième imam, Ja'far al-Sâdiq). Ce n'était pas un « cadeau » des Français, mais plutôt une monnaie d'échange dans un marché visant à s'assurer le loyalisme des chiites et les empêcher de se rallier à l'insurrection syrienne (1925-27). Cela permit, en tout cas, à la communauté chiite d'être officiellement reconnue et de se doter de ses premières institutions propres. Si les grands clercs, rétifs à toute compromission et jaloux de leur indépendance, refusèrent d'y remplir des fonctions officielles, d'autres acceptèrent. Ainsi, une double hiérarchie religieuse s'instaura, transnationale, d'une part, et nationale, de l'autre. La première était liée à la direction religieuse chiite, la *marja'iyya*, de Najaf, et la seconde émanait de la juridiction ja'farite au Liban. Un jeu subtil se mit en place – et perdure – entre ces deux hiérarchies, qui se veulent non pas antagonistes, mais plutôt complémentaires.

Si la communauté chiite se faisait plus organisée et gagnait en visibilité, il lui restait à s'imposer sur la scène politique libanaise comme une communauté politique influente, dans un État créé pour les chrétiens. Au nom du principe d'égalité, dès 1921, le directeur d'une revue de Saïda, *al-'Irfân*, se plaignait de la sous-représentation des chiites dans la fonction publique, mais aussi de la lourdeur des impôts qu'ils avaient à payer, ainsi que du manque d'écoles dans leurs régions. À ces revendications s'ajoutèrent des demandes de routes, d'hôpitaux et d'infrastructures formulées dans la presse ou par des délégations de notables et d'oulémas. Puis, les députés chiites se chargèrent de les répercuter. Dans les années 1930, alors que la situation des chiites ne s'améliorait guère, leurs revendications se firent plus politiques. En 1937, ils demandèrent que le président de l'assemblée soit un chiite ; ils ne parviendront que dix ans plus tard à obtenir que cet usage soit instauré. Bien plus, une nouvelle élite, jeune et éduquée, commençait à s'engager dans des partis politiques modernes (le Parti national syrien, le parti communiste), à soutenir l'unité avec la Syrie, à militer pour l'égalité entre

les chiïtes et les autres communautés, à réclamer plus de justice sociale au sein de leur propre groupe. En 1936, afin de prendre la défense des paysans de Bint Jubayl, spoliés par la Régie des tabacs, ces jeunes se révoltèrent contre les Français, mais aussi contre leurs propres notables et les oulémas qui les soutenaient. Cependant, leurs aspirations unitaristes allaient bientôt s'évanouir avec la signature du traité franco-syrien et ils se consacrèrent aux revendications chiïtes au sein de l'État libanais, où il leur fallait se tailler une place ¹.

Le processus d'émergence de la communauté chiïte sur la scène libanaise s'accéléra à partir des années 1960, parallèlement à la montée des partis « laïques » et nationalistes dans les milieux intellectuels, tant et si bien que l'on parla des chiïtes comme d'une « communauté-classe » ². Le très charismatique Mûsâ Sadr, un clerc iranien venu s'installer à Tyr en 1959, fut le principal artisan de ce « réveil chiïte » ³. Formé en économie à l'université de Téhéran, en sciences religieuses à Qom et à Najaf, il était issu d'une prestigieuse lignée d'oulémas iraniens et irakiens qui avait des origines 'âmilites. Le président Fouad Chehab, préoccupé par le développement du Liban-Sud, appuya ses projets caritatifs et d'enseignement, et lui donna la nationalité libanaise, en 1963. Mûsâ Sadr fonda une institution chargée de gérer les affaires de la communauté chiïte et de la représenter face à l'État, le Conseil supérieur chiïte, dont il fut élu président, en 1969. Ce fut un pas de plus vers l'intégration des chiïtes à l'État libanais. Toutefois, au début des années 1970, ceux-ci étaient négligés par le gouvernement, et Mûsâ Sadr alerta l'opinion sur leur sort. Le Liban-Sud était devenu le terrain des luttes entre les Palestiniens et l'armée israélienne, et la population, fuyant les combats, se réfugiait dans la banlieue sud de Beyrouth, où elle commençait à former un sous-prolétariat. En 1974, il défendit les droits des planteurs de tabac du Sud, défiant pour cela le chef politique traditionnel de la région, Kâmil al-As'ad. Il mobilisa les foules, au Liban-Sud et dans la Bekaa, en s'appuyant sur une relecture des rites chiïtes commémorant la révolte et le martyre de Husayn, le troisième imam, et les exhorta à ne plus pleurer sur leur sort, mais à défendre leurs et leurs terres, par les armes. Ainsi, il fonda le Mouvement des déshérités et sa milice, Amal ⁴. Moderniste, acteur du dialogue islamo-chrétien, Mûsâ Sadr s'était fait l'apôtre de la non-violence, tout en incitant les chiïtes à « combattre jusqu'à la dernière goutte de sang pour les droits de la communauté » et à leur promettre de s'entraîner à leurs côtés ⁵. La situation libanaise était explosive quand il effectua une tournée auprès de chefs d'État arabes, afin de

¹ Sur tout ce qui précède, cf. Sabrina Mervin, *Un réformisme chiïte. Ulémas et lettrés du Jabal 'Âmil (actuel Liban-Sud) de la fin de l'Empire ottoman à l'indépendance du Liban*, Karthala, Paris, 2000, chapitres VIII et IX.

² Nasr, Salim, « Mobilisation communautaire et symbolique religieuse : l'imam Sadr et les chi'ites du Liban (1970-1975) », *Radicalismes islamiques*, vol. 1, dir. Olivier carré et Paul Dumont, L'Harmattan, 1985, p. 119-158.

³ Selon l'expression Sicking, Tom et Khairallah, Shereen, « The Shi'a awakening in Lebanon : a search for radical change in a traditional way », *Vision and revision in Arab Society 1974, CEMAM Reports*, vol. 2, Beyrouth, 1975, p. 97-130.

⁴ Amal, qui signifie espoir, est l'acronyme de *afwâj al-muqâwama al-lubnâniyya*, les bataillons de la résistance libanaise.

solliciter leur intervention. Il se rendit en Libye, d'où il ne revint pas, à la fin du mois d'août 1978. L'imam avait « disparu »⁶. Le mystère entourant sa fin subite accrut son aura de personnage quasi-mythique, et son héritage est d'autant disputé aujourd'hui qu'il est considéré comme l'initiateur de la résistance à Israël⁷.

L'invasion israélienne de 1978, puis la chute du Chah d'Iran en février 1979 précipitèrent la mobilisation des chiites, qui délaissèrent bientôt les partis de gauche pour s'engager dans des mouvements islamiques. Alors que mouvement Amal, dont l'avocat Nabih Berri avait pris la tête, se laïcisait, d'autres mouvances se constituaient. Si Muhammad Mahdî Chams al-Dîn (m. 2000) prit l'intérim de la présidence du Conseil supérieur chiite, Muhammad Husayn Fadlallâh, auparavant évincé par la personnalité de Mûsâ Sadr, émergea comme l'idéologue d'un islam alors plus révolutionnaire que réformiste. Il avait longuement étudié à Najaf, où il avait collaboré à la publication d'une revue, avec Muhammad Bâqir al-Sadr⁸, dont il était proche. Dans les années 1960, le parti al-Da'wa regroupait bon nombre de jeunes clercs chiites, irakiens, libanais, saoudiens et autres, autour de la pensée nouvelle élaborée par Muhammad Bâqir al-Sadr, qui sera exécuté en 1980 par le régime de Saddam Hussein. Comme en Iran, où publiaient des idéologues tels Mortaza Motahari (m. 1979) et Ali Chariati (m. 1977), il s'agissait pour eux de combattre tant le matérialisme et le communisme, qui attiraient les intellectuels chiites, que le capitalisme et l'impérialisme de l'Occident, et de proposer l'alternative d'un islam politique à la place de régimes dictatoriaux.

Fadlallâh fut très influencé par la révolution iranienne, qu'il soutint depuis la banlieue sud, où il avait élu domicile et fondé des institutions islamiques, parmi une population déplacée paupérisée. Après l'invasion israélienne, en 1982, le Hezbollah sortit peu à peu de l'ombre, rassemblant des militants déçus par les positions jugées trop souples d'Amal⁹, et d'autres, du parti al-Da'wa, de l'association des étudiants musulmans, etc. Son principal objectif était d'organiser la résistance à l'occupation israélienne, et il était soutenu pour cela par l'Iran, qui lui accorda renforts, formations militaires et subsides, aux dépens du mouvement Amal. Celui-ci, le premier, avait entretenu des liens avec des révolutionnaires iraniens qui avaient séjourné au Liban, tel Mostafa Chamran (m. 1981) ou Ahmad Khomeini, mais il ne se montrait pas réceptif à l'exportation de la révolution. Le Hezbollah, lui, suivait « la ligne de l'imam », c'est-à-dire qu'il entérinait la théorie du gouvernement islamique de Khomeini voulant que le pouvoir suprême revienne au théologien-juriste (*faqîh*). Une longue collaboration s'amorçait, orchestrée par l'ambassadeur d'Iran à Damas, Ali Akbar Mohtachempour,

⁵ Discours prononcé à Baalbek, le 17 mars 1974.

⁶ Sur Mûsâ Sadr, cf. Ajami, Fouad, *The vanished Imam. Musa al Sadr and the Shia of Lebanon*, I. B. Tauris, Londres, 1986 ; Halawi Majed, *A Lebanon defied : Musa al-Sadr and the Shi'a Community*, Westview Press, 1992 ; Mervin, Sabrina, « Les yeux de Mûsâ al-Sadr », *Saints et héros du Moyen-Orient contemporain*, dir. Catherine Mayeur, Maisonneuve et Larose, 2002, p. 285-300.

⁷ Voir, par exemple, le cédérom édité par le Hezbollah, intitulé *C'était le commencement (Wa kânât al-bidâya)*.

⁸ Celui-ci était le cousin et le beau-frère de Mûsâ Sadr.

⁹ D'autres déçus d'Amal rejoignirent Amal islamique, fondé par Husayn Musâwî, en 1982, dans la Bekaa.

avec la caution - et sous le contrôle - de la Syrie. Muhamamd Husayn Fadlallâh fut souvent présenté comme le guide spirituel du parti, ce qu'il a toujours nié, même s'il en était effectivement très proche.

Disposant d'une base solide et organisée, au service d'une idéologie résolument anti-occidentale, et contre le multiconfessionnalisme libanais, le Hezbollah mena des actions politiques violentes, notamment contre la présence américaine au Liban, ainsi que des prises d'otages, à Beyrouth, pour se concentrer, après 1985, sur la guérilla contre l'armée israélienne et sa milice supplétive, l'ALS, dans la zone occupée au Liban-Sud. Parallèlement, il développa ses actions caritatives (services sociaux, hôpitaux, écoles), se rendant ainsi utile dans les régions chiites défavorisées. Enfin, il s'organisa : son premier congrès élut un secrétaire général, Subhî Tufaylî, en 1989, puis 'Abbâs Mûsâwî, en 1991 ; assassiné par les Israéliens l'année suivante, il fut remplacé par Hasan Nasrallah.

Si son rival, Amal, était monté en puissance dans les années 1980, le Hezbollah le supplanta par la suite. Après l'accord de Taef, les années 1990 marquèrent un tournant dans la politique du Hezbollah, de plus en plus reconnu comme « résistance nationale » au Liban. En outre, il renforça son réseau d'aide sociale et développa son appareil médiatique (périodiques, chaîne de TV, de radio, etc.). L'Occident n'était plus l'ennemi à abattre. Il n'était plus question de fonder un état islamique, mais plutôt de construire une société islamique tout en s'intégrant dans l'État libanais, par la voie démocratique. Le Hezbollah participa aux élections législatives de 1992, puis de 1996 et de 2000, et y remporta des sièges¹⁰. Le retrait israélien du Liban-Sud en mai 2000, suivi du démantèlement de l'ALS, fut sa plus grande victoire.

Si le Hezbollah poursuivit sa politique de « libanisation », sa ligne demeura la lutte contre Israël, notamment la libération des fermes de Chebaa. « Les armes de la résistance sont sacrées », a souvent déclaré Hasan Nasrallah après l'adoption de la résolution 1559 par l'ONU¹¹. Par ailleurs, sa participation au processus d'intégration nationale et sa relative indépendance de décision par rapport à l'Iran n'empêchent pas son attachement au régime islamique et à ses principes. Le Hezbollah et ses militants suivent la direction religieuse (*marja'iyya*) de Khamenei, ce qui les distingue à la fois des mouvements politiques chiites à l'extérieur du Liban et des chiites libanais qui se réfèrent à un autre *marja'*, comme Sistani ou Fadlallâh. Depuis 1995, ce dernier est en effet considéré comme une référence et a instauré sa propre *marja'iyya*, édifiée sur une approche moderniste des préceptes islamiques (notamment concernant les femmes, la morale sexuelle, la science) et sur un important réseau d'institutions. Si la « sphère islamique » (*hâla islâmiyya*) est parcourue de tensions et de rivalités, notamment entre le Hezbollah et Fadlallâh, elle est en même temps soudée par une solidarité et des idéaux

¹⁰ Cette politique d'accommodation provoqua la scission de Subhî Tufaylî et du Mouvements des affamés, dans la Bekaa, en 1996.

¹¹ Sur le Hezbollah, cf. Charara, Walid et Domont, Frédéric, *Le Hezbollah, un mouvement islamonationaliste*, Paris, Fayard, 2004 ; Hamzeh, Ahamad N., *In the Path of Hizbullah*, New York, Syracuse University Press, 2004 ; Jaber, Hala, *Hezbollah : Born with a Vengeance*, New York,

communs, comme la lutte nécessaire contre l'hégémonie américaine et l'occupation israélienne. En outre, tous ont recours à des idéologies islamiques pour prôner la justice sociale et l'égalité. Certes, l'opacité du Hezbollah et les manières fortes qu'il utilise pour imposer sa loi rebutent bien des chiites, mais sa politique sociale et son efficacité, fondée sur la discipline et le professionnalisme, en séduisent d'autres. En outre, il a fait émerger de nouveaux acteurs sur la scène politique libanaise : des clercs, des cadres issus ni des familles de clercs traditionnelles, ni des familles de notables, mais des milieux populaires du Liban-Sud et de la Bekaa. Ceux-là dont sont issus ses combattants.

Sabrina Mervin, CNRS/IFPO